



Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU CABO VERDE SOUS LE SIGNE DU DISCOURS POUR LA JEUNESSE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

Par Neia FERNANDES MONTEIRO,

Diplômée d'un master en Relations Internationales à Sciences Po Paris, avec une spécialité régionale orientée vers l'Afrique, elle construit son parcours autour des grands enjeux du développement du continent. Actuellement chargée de programmes au sein de l'Agence d'exécution de la Coopération luxembourgeoise au Cabo Verde Lux Dev, elle avait travaillé auparavant, pendant deux années, en tant que chargée de programmes à la Délégation de l'Union Européenne au Cabo Verde.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU CABO VERDE SOUS LE SIGNE DU DISCOURS POUR LA JEUNESSE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

Le Cabo Verde, un archipel de 10 îles dont 9 habitées par 540 000 habitants en 2015, est un pays d'Afrique présentant une démocratie stable et des institutions d'Etat solides, avec un bon niveau de gouvernance et respectueux des droits humains¹. En dépit du manque de ressources naturelles et de sa vulnérabilité résultant de son isolement, de sa petite taille et de sa condition insulaire, le pays a connu un bon niveau de développement ces dernières années², notamment grâce à son industrie du tourisme, qui représentait en 2014 environ 22% du PIB.³

L'année 2016 sera marquée par trois élections dans le pays : les législatives, les municipales et les présidentielles. Le 20 mars 2016 a eu lieu les élections législatives. Composée de 20 observateurs, la mission de l'Union africaine déployée entre le 15 et le 24 mars afin d'observer les opérations du vote, considère que les élections ont eu lieu de forme transparente⁴.

Six partis ont concouru pour 72 sièges à l'Assemblée nationale. Une fois les députés élus, le Premier ministre issu du parti majoritaire devient chef de l'Exécutif. La campagne électorale menée durant un mois par les six partis a été largement marquée par des discours autour de la jeunesse et la réduction du taux de chômage.

Afin de comprendre la dynamique actuelle et le programme électoral des deux principaux partis, il convient de revenir brièvement sur l'histoire politique du pays, mais aussi de comprendre quels sont les principaux défis économiques et sociaux auxquels le futur gouvernement devra faire face.

Bref historique

Depuis son indépendance en 1975, le Cabo Verde bénéficie d'un régime semi-présidentiel stable. Après quinze ans de régime d'obédience marxiste dirigé par le parti unique, le Parti africain pour l'indépendance du Cabo Verde (PAICV) est né en 1980 de

1. World Bank - Country overview, Political Context, <http://www.worldbank.org/en/country/caboverde/overview>

2. Document stratégique de réduction de la pauvreté, III, 2012-2016.

3. Instituto nacional de estatística: www.ine.cv

4. Missão de Observadores satisfeita com a "transparência" das eleições, 22/03/16 - <http://anacao.cv/2016/03/22/missao-de-observadores-satisfeita-com-a-transparencia-das-eleicoes/>

l'éclatement du Parti africain de l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cabo Verde (PAIGC). Les premières élections législatives et présidentielles multipartites ont eu lieu en 1991 et la transition s'est effectuée pacifiquement avec la victoire du Mouvement pour la démocratie (MpD). Reconduit en 1995, le MPD a perdu les élections de 2001, face au PAICV. M. José Maria Neves, secrétaire général du PAICV, fut nommé Premier ministre. Il a été reconduit pour deux mandats, en 2006 et en 2011.

Après des élections législatives remportées par le PAICV en février 2011, la présidentielle fut remportée par un candidat soutenu par le MpD en août de la même année, M. Jorge Carlos Fonseca. Quant aux élections municipales qui ont eu lieu en juillet 2012, elles ont donné une nette victoire au parti de l'opposition, le MpD, qui détient désormais 14 des 22 municipalités du Cabo Verde. Le Maire de la Capitale du pays - Praia, M. Ulisses Correia e Silva, largement réélu, est le président du MpD et le chef de l'opposition. Il a été candidat au poste de Premier Ministre pour les élections législatives du 20 mars 2016. Janira Hopffer Almada, qui fut Ministre de la jeunesse, emploi et développement des ressources humaines jusqu'en décembre 2015, a été, quant à elle, la candidate du PAICV.

La bipolarité marque la vie politique du pays depuis 1991, le troisième parti, l'UCID (Union cabo-verdienne indépendante et démocratique), n'ayant réussi à obtenir que deux sièges aux dernières élections législatives de 2011.

Défis économiques et sociaux

Les priorités du gouvernement dirigé par M. J.M. Neves, ont été durant les 15 dernières années marquées d'une part par la réforme de l'administration publique, l'amélioration du système de santé, la promotion de l'économie (investissements en infrastructures portuaires, aéroportuaires, barrages hydrauliques, routes, etc.) ainsi que de l'emploi et, d'autre part, par des politiques sécuritaires (lutte contre la délinquance, les trafics et le crime organisé principalement)⁵. Ce gouvernement a contribué au développement socio-économique du pays en assurant une croissance économique de plus de 6 % par an jusqu'en 2009⁶. Cette croissance a toutefois sérieusement diminué pour atteindre une moyenne de 1.8 % au

5. Document stratégique de réduction de la pauvreté II 2008-2012 et Document stratégique de réduction de la pauvreté III, 2012-2016.

6. Selon les données de la Banque Mondiale, le pays a connu une croissance économique de 6% à 7% entre 2005 et 2009. <http://www.worldbank.org/en/country/caboverde/overview>

cours des 5 dernières années, en raison notamment de la crise économique mondiale⁷. Le pays est toujours confronté à de nombreux défis, principalement du fait de sa vulnérabilité économique et de sa dépendance à l'égard du secteur du tourisme et de l'envoi de fonds par les émigrants.⁸

Notons que le Cabo Verde, dont l'âge moyen de la population tourne autour de 27,4 ans entre 2011 et 2015 connaît une hausse du taux de chômage, qui est passé de 10.7% en 2010 à 15,8% en 2014, dont 35.8 % de jeunes de 15 à 24 ans et 23,9% des jeunes de 15 à 34 ans sans-emploi. Les jeunes de 15 à 34 ans représentent environ 200 mille habitants, soit plus de 35% de la population⁹. La réduction du taux de chômage et donc la création d'emploi est le défi majeur auquel devront faire face les dirigeants.

Tous les partis en présence s'accordent sur la nécessité de créer les conditions permettant l'essor du secteur privé. La capacité du secteur privé à prendre le relais de programmes d'investissement public a en effet, été jusqu'ici limitée, notamment en raison des infrastructures lacunaires (difficultés de transports) et les difficultés d'accès aux financements bancaires.

À ces freins à l'essor du tissu d'entreprises locales se conjuguent d'autres facteurs peu propices à la croissance. Citons, à ce propos, le « désengagement » international lié à la raréfaction des ressources financières concessionnelles dans un contexte d'accession du Cabo Verde au statut de pays à revenu intermédiaire, son retrait de la liste ONU des Pays les moins avancés (PMA) à compter de 2008, l'accession à l'OMC en décembre 2007, le programme sans financement de type ISPE – Instrument de soutien à la politique économique - sur la période 2006-2010 puis 2011-2013 par le FMI ou encore la fermeture de l'accès au guichet concessionnel de la Banque Mondiale en 2015.

Si ces décisions reflètent les progrès réalisés par le pays et la bonne opinion des bailleurs de fonds, elles engendrent dans un même temps de fortes tensions sur le financement de l'économie nationale : l'aide internationale a une forte tendance à la baisse¹⁰. En outre, ces tensions sur le financement de l'économie se situent dans un contexte d'accroissement

7. Idem et Instituto nacional de estatística: www.ine.cv

8. Cabo Verde, <http://www.africaneconomicoutlook.org/po/notas-paises/west-africa/cabo-verde/>

9. Instituto nacional de estatística: www.ine.cv

10. Net official development assistance and official aid received, <http://data.worldbank.org/indicator/DT.ODA.ALLD.CD/countries/CV?display=graph>

rapide de la dette publique - qui atteint près de 115% du PIB en 2015¹¹. Cet endettement devient insoutenable pour le pays qui connaît depuis les 5 dernières années un taux de croissance de moins de 2 % par an.

Les propositions des deux principaux partis pour la création d'emploi:

Le **MpD**, ou parti « **ventoinha** » (le ventilateur vert étant le symbole du parti MpD), prévoit une croissance économique de 7 % par an, fondée principalement sur:

1. La création 8 mille emplois jeunes par an, en éliminant la contribution aux charges de sécurité sociale des jeunes entrepreneurs;

2. La promotion de l'investissement privé et la création d'une banque de capitaux publics pour le financement de petites et moyennes entreprises mais aussi d'un fond de capitalisation des entreprises;

3. L'introduction de la taxe zéro de l'impôt unique sur les revenus – IUR pour les micros, petites et moyennes entreprises, ce qui représenterait environ 607 mille euros;

4. L'exonération d'impôts aux entreprises qui facturent jusqu'à 180 000 euros par an;

5. L'exonération de la taxe d'acquisition d'une licence pour les opérateurs de pêche artisanale;

6. Une actualisation annuelle des grilles salariales;

7. La réforme des principales entreprises publiques (Tacv, Enapor, Electra) qui, ces derniers temps, génèrent de sérieuses difficultés pour les activités économiques dans les secteurs des transports, de l'eau et l'énergie;

8. Le renforcement du programme des stages professionnels, visant au moins 10 000 jeunes et 2000 diplômés de licences par an;

9. Le renforcement des programmes de formations professionnelles pour orienter les personnes au chômage vers des activités durables ;

10. La mise en œuvre de programmes d'appui à l'économie sociale et solidaire, principalement dirigés vers les femmes chefs de familles;

11. La compensation des pertes de recettes pour l'Etat avec un élargissement de nombre de contributeurs, qui ne paient actuellement pas d'impôts. La réduction du nombre de ministères de 12 à 10 permettrait ainsi de réduire les dépenses de l'État de près de 1 800 000 euros par an.

11. Selon la dernière mission du Groupe d'Appui Budgétaire de novembre 2015 et World Bank - Country overview, <http://www.worldbank.org/en/country/caboverde/overview>

Selon les prévisions du MpD, l'Etat pourrait parvenir à économiser jusqu'à 2 millions d'euros par an avec les mesures qui pourront être prises.

Le MpD parie encore sur:

- L'amélioration de l'indice de compétitivité et de l'environnement des affaires, créant les conditions pour l'essor des entreprises nationales mais aussi pour l'attraction des investissements externes. Le Cabo Verde se situe actuellement à la position 126 de l'indice Doing Business de la Banque mondiale¹².

- Le positionnement du pays parmi le top 15 mondial en matière de compétitivité fiscale. Le programme présenté par le parti se fonde principalement sur la réduction des charges fiscales.

Au-delà de ces mesures orientées vers la création d'emplois, le MpD s'attaque aux problématiques liées à l'éducation, la sante et la sécurité, des secteurs où le pays a encore d'énormes progrès à faire.

Quant au **Parti tamarin** – le **PAICV** - ou encore l'**Etoile noire**, il se base sur les acquis et projets du gouvernement actuel pour présenter ses perspectives pour les 5 prochaines années tout en ayant l'ambition de créer des programmes innovateurs pour être davantage en phase avec les aspirations de la population en général et des jeunes en particulier.

Le parti promet entre autres:

1. La création de 15 mille à 25 mille emplois par an, avec la création de 500 entreprises par an. Notons que de 2001 à 2009, près de 104 000 postes de travail ont été créés ;

2. L'augmentation du salaire minimum à près de 150 euros (il se situe actuellement à 100 euros) ;

3. L'augmentation du nombre de touristes de 600 000 actuellement par an à 1 200 000 en 2021. Notons que le gouvernement a récemment vendu de nombreuses parcelles de terres à des investisseurs étrangers pour de grosses constructions touristiques. Par exemple, il est prévu dans les 5 prochaines années la construction d'un complexe touristique, d'une valeur d'environ 250 millions de dollars au cœur de la capitale, investissement de l'homme d'affaires David Chow, directeur exécutif de Macau Legend Development (MLD) ;

4. La réduction de la TVA de 15% à 10 % pour les secteurs du Tourisme, de l'agro-

12. Ease of Doing Business in Cabo Verde, <http://www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/cabo-verde/>

business, et de la pêche ;

5. L'exonération de l'impôt unique sur le patrimoine – IUP pour les grands investissements dans le secteur du tourisme ;

6. La hausse de la production agricole et de l'exportation de 50 % dans les 5 prochaines années ;

7. L'ascension du pays dans le top 50 des pays avec le meilleur indice du Doing Business et dans la liste du top 3 en Afrique ;

8. La conclusion du processus de privatisation ou de sub-concession des plus grandes entreprises de capitaux publics ;

9. Le renforcement du système de microcrédits pour l'empowerment des femmes, particulièrement celles travaillant actuellement dans le secteur informel.

Le PAICV parie encore sur:

- La transformation du système financier comme un instrument puissant de financement du développement du secteur privé.

- Le développement de partenariats stratégiques internationaux pour consolider les investissements extérieurs.

- Le renforcement du dialogue social et politique avec la jeunesse cabo-verdienne.

- Le renforcement du système éducatif et de formation professionnelle.

Les élections du 20 mars ont donné la majorité absolue au parti de l'opposition, le MpD, avec 54,43 % des voix exprimées, soit 38 députés sur 72¹³. Le PAICV, au pouvoir depuis 15 ans a obtenu 38,15% des votes, soit 27 députés. 3 sièges ont été remportés par le troisième parti, l'UCID. Ces résultats viennent renforcer la bipolarisation du système politique du Cabo Verde. Le nouveau premier Ministre M. Ulisses Correia e Silva a durant son premier discours salué la victoire de « tous les Cabo-verdiens », annonçant qu'il va immédiatement commencer à « travailler pour permettre plus de développement, moins de chômage et moins de pauvreté¹⁴».

Neia Fernandes Monteiro.

13. Page officielle du Gouvernement pour les résultats des élections: <http://www.eleicoes.gov.cv/legislativas/index.html>

14. MpD é nova maioria em Cabo Verde, <http://anacao.cv/2016/03/20/mpd-e-nova-maioria-em-cabo-verde/>

BIBLIOGRAPHIE

- Document stratégique de réduction de la pauvreté III, 2012-2016, www.minfin.gov.cv/index.php/legislacao-new/doc.../718-decrp-iii-final-pt
- World Bank - Country overview, www.worldbank.org/en/country/caboverde/overview
- Présentation de Cabo Verde: www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/cabo-verde/presentation-de-cabo-verde/
- Cabo Verde: Exemplo para outras democracias em África? www.dw.com/pt/cabo-verde-exemplo-para-outras-democracias-em-%C3%A1frica/a-19027915
- MpD promete criar 45 mil novos empregos em Cabo Verde: www.dw.com/pt/MpD-promete-criar-45-mil-novos-empregos-em-cabo-verde/a-19068174
- PAICV promete milhares de empregos e aumento do salário mínimo em Cabo Verde: www.dw.com/pt/paicv-promete-milhares-de-empregos-e-aumento-do-sal%C3%A1rio-m%C3%ADnimo-em-cabo-verde/a-19066620
- Une Mission d'observation de l'UA aux Législatives du Cap-Vert: aa.com.tr/fr/afrique/une-mission-d-observation-de-l-ua-aux-l%C3%A9gislatives-du-cap-vert-/538218
- African elections database: <http://africanelections.tripod.com/cv.html>
- Cap Vert : dernière ligne droite avant les Législatives le 20 mars : www.lesafriques.com/actualite/cap-vert-derniere-ligne-droite-avant-les-legislatives-le-20.html?Itemid=89
- Programa de governação do MPD: <http://MpD.cv/programa-de-governacao-discurso-do-presidente-do-MpD/>
- Plataforma eleitoral do PAICV: www.paicvapp.com//backofficefull/plataforma/Plataforma_01AF.pdf
- Les statistiques du pays: Instituto nacional de estatística: www.ine.cv
- Ease of Doing Business in Cabo Verde, www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/cabo-verde/
- MpD é nova maioria em Cabo Verde, www.anacao.cv/2016/03/20/mpd-e-nova-maioria-em-cabo-verde/